



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETE N° 310/DDPP/2017**  
**portant mise en demeure**

Le Préfet de la Loire

**VU** le titre VII du livre Ier code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 349 du 9 août 2016 portant mise en demeure et suspension d'activités à l'encontre de la société PANDORA PYROTECHNIE, pour l'installation exploitée sans autorisation sur le territoire de la commune de Saint Jean la Vêre, lieudit "Les Mazioux"

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 28 juin 2017, établi à la suite d'une visite d'inspection du 27 juin 2017, constatant, à l'adresse susvisée, des travaux de terrassement visant à accueillir une installation classée relevant des rubriques 4210 et 4220 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, alors que le dossier de demande d'autorisation correspondant n'est pas déposé à ce jour ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant a débuté des travaux de terrassement visant à accueillir une installation classée sans avoir déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter, contrevenant ainsi aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 9 août 2016 susvisé ;

**CONSIDERANT** qu'au vu de ces éléments, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation de son installation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1** – La société PANDORA PYROTECHNIE, pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Saint Jean la Vêre, lieudit "Les Mazioux", est mise en demeure de cesser sans délai les activités de terrassement constatées sur l'une des parcelles correspondant au projet d'installation classée en cours de préparation.  
Elle rendra à la parcelle concernée sa vocation d'origine.

**ARTICLE 2** – Faute pour l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées (cf. articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement).

**ARTICLE 3** – En application des dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4** - Monsieur le sous-préfet de Montbrison, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de Saint Jean la Vêtre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **28 JUL. 2017**

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

Mahamadou DIARRA

copie adressée à :

- Société PANDORA PYROTECHNIE  
69 avenue de Rochetaillée  
42100 SAINT ETIENNE
- Sous-Préfecture de Montbrison
- Mairie de St Jean la Vêtre
- Inspection de l'environnement DREAL UT 42/43
- Archives
- Chrono